

Restructuration et emploi au Japon : de l'excédent à la pénurie

Evelyne Dourille-Feer *

A l'annonce en 1986 de prévisions de taux de chômage de 5,5 % en 1995 par le Nomura Research Institute a succédé la publication en 1989 des chiffres du Ministère du travail qui table sur une pénurie de main-d'œuvre de 2 millions de personnes en l'an 2000, avec un taux de croissance économique annuel de 3 à 4 %. Qu'en est-il effectivement du marché de l'emploi et de sa gestion qui a toujours occupé une place centrale tant dans la politique du gouvernement japonais que dans la stratégie des entreprises, et comment expliquer des estimations aussi divergentes sur un laps de temps si bref ? L'étude du fonctionnement du marché du travail montre que le secteur manufacturier a joué un rôle clef dans le maintien de la stabilité de l'emploi face aux chocs survenus depuis 1973 ; mais pourra-t-il encore favoriser une adaptation souple et rapide au cours de la décennie quatre-vingt-dix ? Malgré les atouts de l'industrie, l'analyse confirme plutôt des risques réels de pénurie sectorielle et régionale de main-d'œuvre.

Un processus profond de restructuration de l'économie japonaise a démarré au lendemain du premier choc pétrolier. Il a permis d'absorber, sans trop de secousses, la flambée des prix pétroliers de 1979 ainsi que le ralentissement de la croissance mondiale au début des années 80. Toutefois, à partir de septembre 1985, le choc yen¹ a accéléré le rythme des mutations industrielles et a entraîné le marché du travail nippon dans cette grande lame de fond. Le taux de chômage a atteint un pic de 3,2 % en août 1987 pour redescendre à 2,3 % au début de l'année 1989. Aujourd'hui, un certain nombre de secteurs d'activité et de régions sont confrontés à des problèmes de pénurie de main-d'œuvre.

* *Evelyne Dourille-Feer est chargée de mission au CEPIL.*

1. En 11 mois (septembre 1985-août 1986), le yen s'apprécie de 56,2 % par rapport au dollar.

Parmi les multiples facteurs explicatifs de cette brillante réussite, la stabilité de l'emploi manufacturier a joué un rôle central. Dans quel contexte l'économie japonaise a-t-elle réussi ses restructurations industrielles presque sans chômage, là où en Europe le nombre de sans emploi a bondi ? La situation actuelle débouchera-t-elle sur la pénurie ou sur des excédents de main-d'œuvre ? Tels sont les deux grandes interrogations auxquelles cet article apportera quelques éléments de réponse.

Un secteur fort dans un environnement stable

La vigueur et la bonne coordination des politiques économiques japonaises prennent racine à l'époque Meiji² lorsque les leaders du mouvement de la Restauration accèdent au pouvoir dans le but de changer les conditions économiques et sociales. A l'initiative de l'État, des usines modèles sont construites et des technologies étrangères sont importées[23].

Du début de l'ère Meiji à nos jours, les politiques industrielles, financières, fiscales, et d'emploi se complètent et s'affinent. A l'objectif de rattrapage de l'Occident se substitue celui d'une croissance équilibrée dans un environnement stable. Toutefois, deux priorités semblent avoir toujours dominé la politique économique japonaise : la croissance et l'emploi.

Une remarquable flexibilité d'ensemble

Lorsque le prix du baril grimpe brusquement en 1973, le Japon vient de connaître une phase intense d'investissements industriels : de la mise en place de l'industrie lourde à l'installation de multiples unités de fabrication de biens de consommation, tout un appareil industriel puissant est stoppé dans son élan par le brusque ralentissement de la demande intérieure. Reflétant la bonne santé de l'économie, le chômage est presque inexistant (1,2 % en 1973).

Pour payer la lourde facture pétrolière, il devient urgent de trouver de nouveaux débouchés. Grâce aux exportations, la croissance reprend, mais son rythme est nettement moins élevé qu'au cours de la période précédente. Le solde extérieur devient positif, et pour une période d'une dizaine d'années environ, les exportations vont constituer le pôle le plus dynamique de la croissance. Le taux de chômage progresse lentement avec des périodes de régression.

2. En 1868, la « révolution » de Meiji met fin au régime féodal et restaure le pouvoir impérial.

Avant même l'accord du Plaza qui déclenche la plus rapide appréciation du yen par rapport au dollar depuis la seconde guerre mondiale, l'économie japonaise amorce dès 1984 un timide retournement des moteurs de sa croissance de l'extérieur vers l'intérieur, sous la pression de ses partenaires commerciaux. Ce mouvement se poursuit en 1985, puis se confirme très nettement à partir de 1986 ; la demande extérieure apportant depuis lors une contribution négative à la croissance (tableau 1).

TABLEAU 1

Contribution à la croissance économique japonaise *

	1970/1973	1973/1980	1980/1983	1983	1984	1985	1986	1987	1988**	1989**
Demande domestique	7,4	2,8	2,0	2,2	3,8	3,7	4,1	6,2	6,7	4,7
Demande extérieure	-0,7	1,1	1,3	1,5	1,3	0,8	-1,4	-1,0	-1,6	-0,7
PNB	6,7	3,9	3,3	3,7	5,1	4,5	2,7	5,2	5,1	4,0

En %

* Prix constant 1980.

** 1988 : estimation ; 1989 : prévision.

Source : EPA, calcul sur les années fiscales.

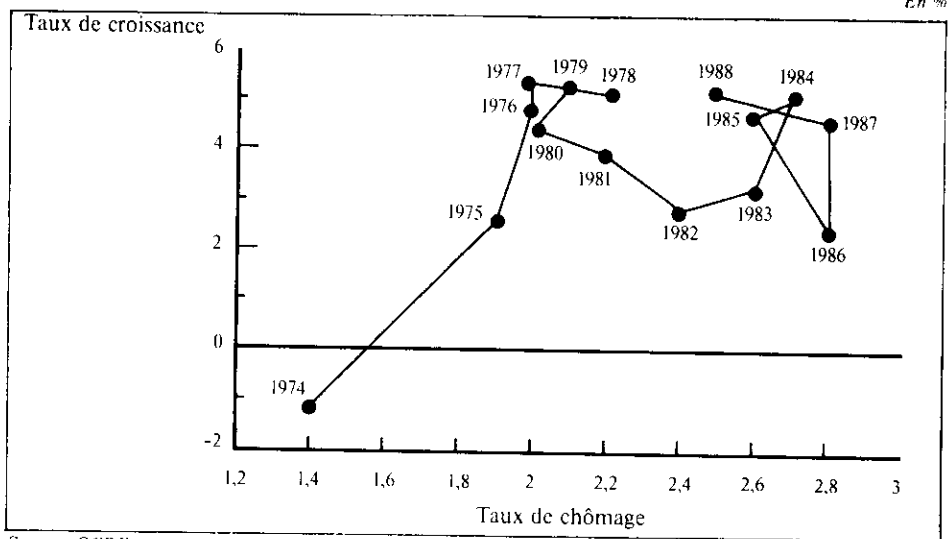
Ainsi le moteur de la croissance japonaise a-t-il effectué l'aller et retour entre la composante interne et la composante externe en une dizaine d'années avec grand succès, il faut le souligner. Cette flexibilité unique parmi les grands pays industrialisés, a pu avoir lieu grâce à l'existence d'un vaste marché domestique (120 millions de consommateurs), renfermant un fort potentiel sur lequel s'est appuyée la croissance des années 50 et 60 ainsi que celle de la deuxième moitié des années 80. Toutefois, sans une bonne coordination gouvernementale favorisant le développement des industries ou des activités placées sur les segments les plus porteurs, canalisant les aides à la reconversion des activités, stimulant tour à tour les exportations puis les importations et confortant l'action dynamique des firmes tout en tirant sur les leviers macro-économiques nécessaires aux ajustements, une aussi rapide réaction positive de l'économie n'aurait pu se produire. La vigilance du gouvernement en matière d'emploi a été bien illustrée par sa vive réaction face à la montée du chômage dans le courant de l'année 1986 : il place rapidement le marché du travail sous surveillance, adopte un train de mesures anti-chômage assorties d'un budget spécial de 113 milliards de yen dans l'objectif de créer 300 000 emplois.

Néanmoins, en fin de période, en dépit d'un retour à des niveaux de croissance du même ordre que ceux enregistrés pendant la deuxième moitié des années 70, le taux de chômage reste nettement plus élevé (graphique 1).

Des problèmes d'ajustement structurels, au sein desquels le rôle du secteur manufacturier est à éclairer, sont donc posés.

GRAPHIQUE 1

Croissance et chômage au Japon



La résistance du secteur manufacturier

Sous le puissant impact du premier choc pétrolier, des pans entiers de l'industrie japonaise perdent leur compétitivité et la part du secteur manufacturier dans l'emploi régresse de plus de deux points en quatre ans (27,4 % en 1973 contre 25,1 % en 1977), poursuit sa contraction jusqu'en 1979 puis se stabilise entre 24,5 et 25 % jusqu'à la hausse du yen. Elle s'infléchit à nouveau en 1987 (24,1 %)[13][15].

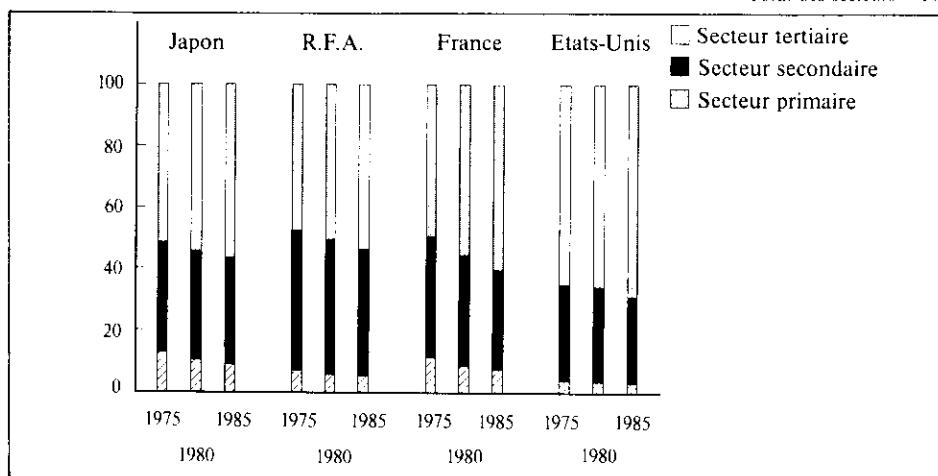
L'ampleur des restructurations a donc entraîné une baisse tendancielle du secteur manufacturier japonais dans l'emploi total, mais elle reste de faible amplitude comparativement à celle observée dans les grands pays industrialisés à l'exception de la RFA. Par ailleurs, alors que l'emploi dans le secteur tertiaire s'est développé au détriment de celui du secondaire et du primaire dans la majorité des grands pays industrialisés, dans le cas du Japon, seul le secteur primaire diminue en faveur du tertiaire jusqu'au milieu des années 80 (graphique 2).

Entre 1981 et 1985, le secteur non manufacturier a créé environ trois fois plus d'emplois que le secteur manufacturier : 2 460 000 contre 860 000[11]. Toutefois, les regroupements d'unités ou leurs fermetures ainsi que les mesures de rationalisation entreprises dans les branches les plus énergivores ont été d'une ampleur telle que les créations d'emploi enregistrées dans la partie la plus dynamique du secteur secondaire n'ont pas pu compenser les pertes d'emploi et l'arrivée sur le marché du travail de la main-d'œuvre jeune.

GRAPHIQUE 2

Comparaison internationale de l'évolution de la structure de l'emploi par secteur

Total des secteurs = 100



Source : OCDE.

Lorsque le Japon aborde le choc yen, l'heure est au pessimisme en matière de chômage : l'afflux des femmes sur le marché, le désir d'allongement de la vie active, l'inadaptation de l'offre et de la demande de qualifications, la perspective de délocalisations accélérées, l'affaiblissement des spécificités stabilisatrices du système de l'emploi nippon... sont autant de sujets d'angoisse pour le futur. De nombreux spécialistes pronostiquent une inévitable dégradation du marché du travail. Pourtant, quelques années plus tard, c'est un recul du chômage qui est enregistré avec un secteur manufacturier beaucoup plus stable que prévu.

Un bouleversement des structures industrielles en douceur

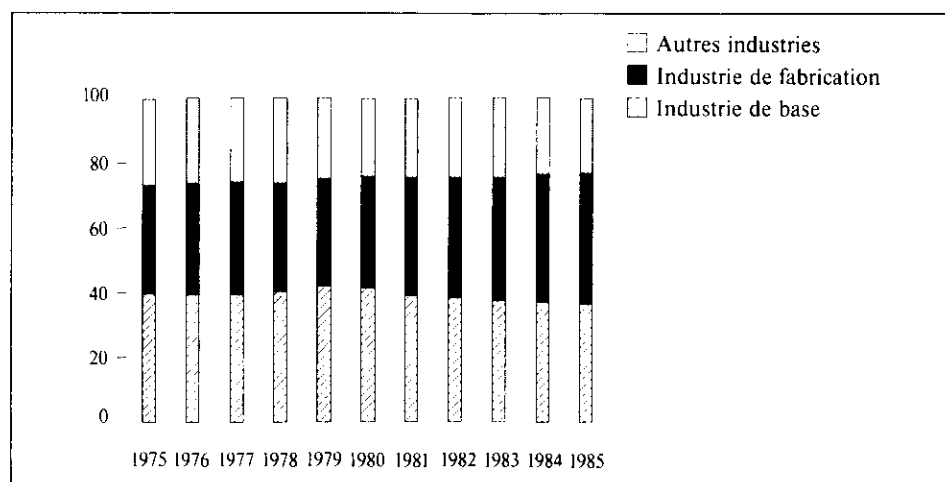
Bien avant le premier choc pétrolier, des groupes de produits avaient connu de fortes baisses de production et avaient peu à peu été supplantés par d'autres. L'augmentation des prix des matières premières énergétiques des années 70 a contraint l'appareil productif japonais à revoir plus tôt que prévu certaines de ses orientations.

La chasse aux industries énergivores et la course à la valeur ajoutée

Après la chute des activités des secteurs textiles et miniers, les chocs pétroliers portent un rude coup à la sidérurgie, l'aluminium, la construction navale et la pétrochimie. D'une manière plus générale, la structure industrielle japonaise effectue un basculement des industries de base vers les industries de fabrication et d'assemblage (graphique 3).

GRAPHIQUE 3

Evolution de la structure de l'industrie manufacturière japonaise (1975-1985)



Source : MITI "Census of manufacture."

En termes d'emploi, les secteurs des machines textiles, de l'alimentation, de l'acier, des métaux non ferreux, voient leur part diminuer dans le total manufacturier, alors que les machines électriques et mécaniques progressent entre 1977 et 1985 (tableau 2). Au moment du choc yen, les machines et le matériel de transport concentrent 41 % de la valeur ajoutée manufacturière japonaise et 36 % de l'emploi. Le secteur chimique offre la particularité d'occuper une place relativement importante dans la valeur ajoutée manufacturière en dépit d'une faible proportion de travailleurs.

Ces déformations structurelles de l'emploi et de la valeur ajoutée ont résulté des mesures de rationalisation des unités productives, de l'effort remarquable accompli en matière d'économies d'énergie (notamment dans le secteur sidérurgie), mais aussi du jeu des forces de la demande domestique et mondiale. La compétitivité retrouvée

par l'industrie japonaise, notamment grâce à l'augmentation de la productivité³, fut une fois de plus mise à l'épreuve par la brutale variation de la parité du yen.

TABLEAU 2

Comparaison sectorielle de la main-d'œuvre et de la valeur ajoutée pour quelques secteurs de l'industrie manufacturière japonaise * (1977 et 1985)

En % sauf (écart)

	Pourcentage de l'ensemble des travailleurs			Part dans la valeur ajoutée totale		
	1977	1985	(Ecart 1985/1977)	1977	1985	(Ecart 1985/1977)
Alimentation	10,5	9,3	(-1,2)	10,3	7,2	(-3,1)
Machines textiles	7,4	5,6	(-1,8)	4,6	3,3	(-1,3)
Vêtements	4,8	5,0	(+0,2)	2,1	1,9	(-0,2)
Chimie	4,2	3,6	(-0,6)	8,7	8,8	(+0,1)
Acier	4,6	3,6	(-1,0)	5,5	5,7	(+0,2)
Non ferreux	1,9	1,5	(-0,3)	2,4	1,7	(-0,7)
Produits métalliques	7,1	7,2	(+0,1)	6,3	6,1	(-0,2)
Machines mécaniques	9,8	10,3	(+0,5)	10,3	11,1	(+0,9)
Machines électriques	11,9	16,8	(+4,9)	11,4	16,4	(+5,0)
Matériel de transport	8,8	8,8	(0,0)	11,0	13,6	(+2,6)
Autres	29,0	28,3		27,4	24,2	
Total manufacturier	100,0	100,0		100,0	100,0	

* 4 employés ou plus.

Source : MITI, *Census of Manufacture*.

Les secteurs exportateurs ont été les premiers touchés. Au sein de l'industrie manufacturière, les produits à faible valeur ajoutée ont résisté le moins bien. La construction navale a enregistré la chute des profits la plus vertigineuse (-155 % au cours du premier semestre de l'année fiscale 1986⁴); des secteurs dynamiques comme les machines électriques et l'automobile (-30 % du chiffre d'affaires) ont subi l'onde de choc[6]. Toutefois, contrairement à ce qui s'était passé lors des chocs pétroliers, les industries les plus énergivores ont été très privilégiées (le bond des profits enregistré par le secteur des dérivés du pétrole s'éleva à 112 %). Ainsi, dans tous les secteurs à forte composante de produits de base ou intermédiaires importés, le « bonus » du yen fort est venu à la rescousse de la compétitivité et de l'emploi.

Dans les secteurs ébranlés par la brusque variation de parité, les chefs d'entreprises ont tenté d'abaisser au maximum les coûts de production en automatisant lorsque c'était possible, en s'approvisionnant à moindre prix, en délocalisant, en fabricant des produits à plus haute valeur ajoutée et enfin en diversifiant leur production. Néanmoins, ils n'ont pas recouru à des licenciements massifs.

3. La productivité manufacturière japonaise a augmenté de 8,6 % par an entre 1975 et 1980 (Japan Productivity Center).

4. Par rapport à la période correspondante de l'année précédente. *Fuji Bank Bulletin*, juillet-août 1987.

Le poids du capital humain

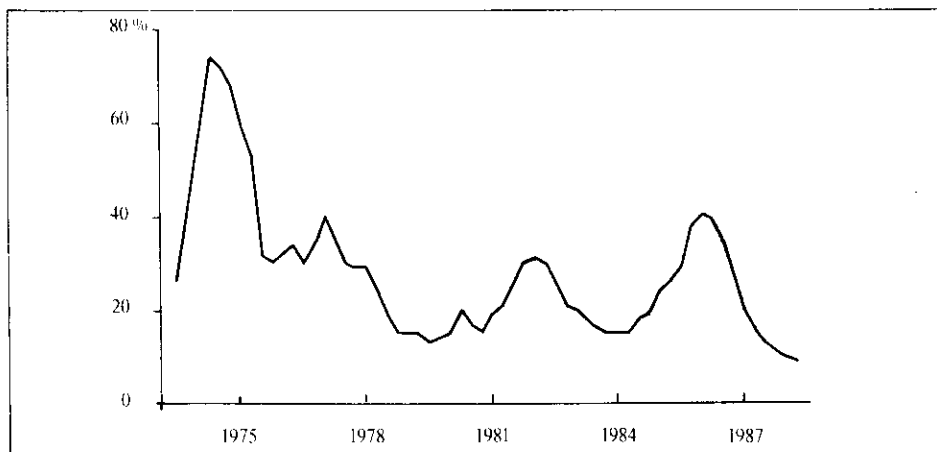
Au cours de toutes les crises traversées par l'industrie japonaise, de nombreuses entreprises ont été contraintes d'adopter des mesures d'ajustement de l'emploi.

Du début des années 70 à nos jours, le premier choc pétrolier constitue de loin la crise qui a provoqué les ajustements de l'emploi les plus violents (graphique 4).

GRAPHIQUE 4

Part des entreprises manufacturières ayant mis en œuvre des mesures d'ajustement de l'emploi *

En % du total des entreprises manufacturières



* Données trimestrielles ; les données pour 1974 correspondent au cumul des deux premiers trimestres de l'année.

Source : Ministry of Labour, Tokyo.

Le recensement de ces mesures d'ajustement [10] fait apparaître que le recours aux réductions d'heures supplémentaires est le plus largement répandu. La faible utilisation de la solution du licenciement des travailleurs réguliers est également confirmée, y compris en 1975. Toutefois, la flexibilité de l'emploi à temps partiel a été largement utilisée à cette époque. D'une façon générale, on constate que le transfert des travailleurs aux filiales ou à d'autres entreprises a été abondamment pratiqué au moment des crises les plus fortes (graphique 5).

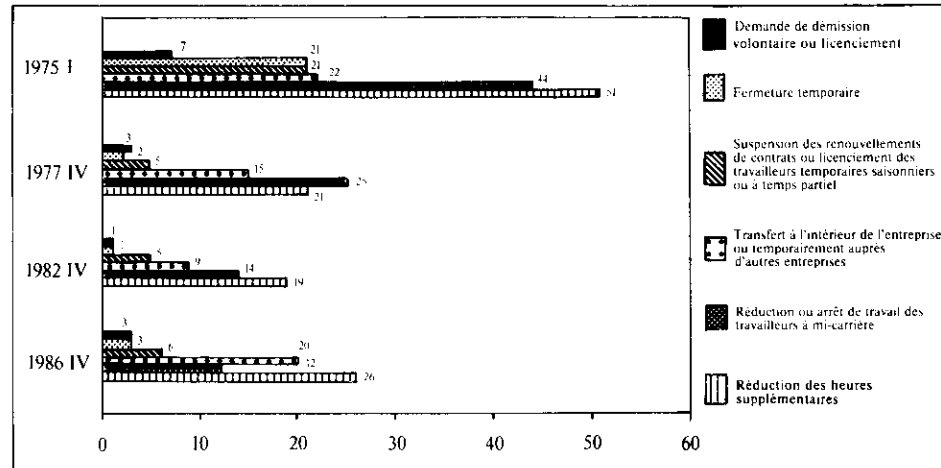
Les mesures de rationalisation ont conduit parfois à des fermetures de sites de production. Les trois secteurs qui les ont pratiquées (sidérurgie, construction navale et mines de charbon) ont procédé aux compressions de personnel les plus sévères. Toutefois, même dans ces secteurs, les solutions de modération salariale, de transferts au sein des groupes et de mise à la retraite anticipée furent toujours préférées au licenciement pur et simple. Par ailleurs, le choc yen a donné un coup d'accélérateur à la diversification ou à la délocalisation des activités des firmes, notamment dans les secteurs en déclin.

Dans ce contexte, la flexibilité des modes de recrutement ainsi que le recyclage ou la formation des travailleurs jouent un rôle crucial.

GRAPHIQUE 5

Mesures d'ajustement de l'emploi par type de mesures

En % des entreprises manufacturières



Source : Ministry of Labour, Labour economic survey, Tokyo.

L'adaptation des travailleurs

Parmi les spécificités du système d'emploi japonais, la pratique de l'emploi à vie est supposée jouer un rôle stabilisateur central.

Les pesanteurs de l'emploi à vie

L'importance attribuée à l'emploi à vie au Japon tient au fait qu'une priorité est accordée au premier recrutement à la sortie de l'école ou de l'université[5]. Il en résulte une rigidité du marché de l'emploi japonais avec des mécanismes de marché externe très peu développés — le marché interne des firmes présentant au contraire des structures relativement flexibles—. En fait, l'observation des statistiques révèle que 20 à 25 % seulement de la population active bénéficie du système de l'emploi à

vie en étant travailleur régulier. L'emploi à vie est d'ailleurs un phénomène relativement récent, puisqu'il remonte aux années 20.

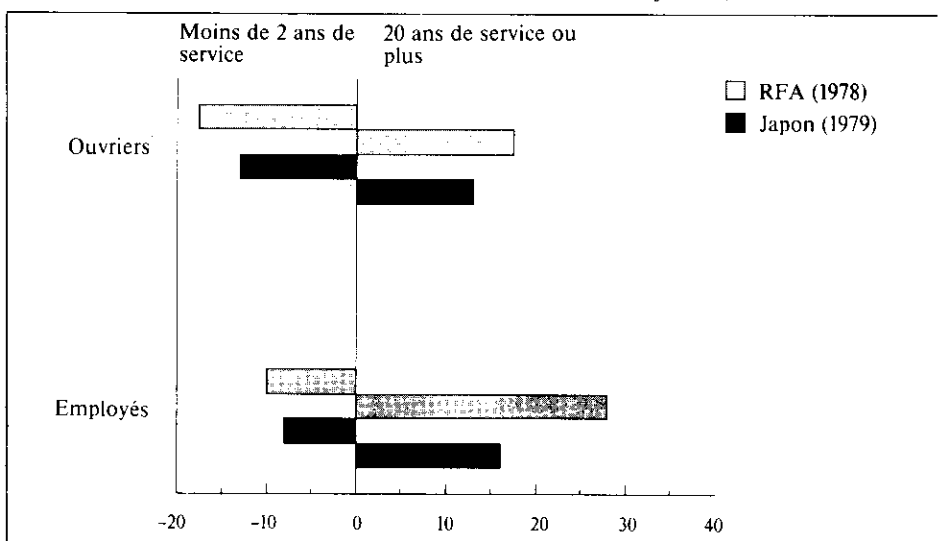
D'après le Professeur Dore, la justification de l'adaptation d'un tel système remonte à la période où l'industrie japonaise importait ses technologies de l'étranger et où chaque entreprise cherchait par ce moyen à préserver l'avantage technologique acquis par rapport aux autres firmes. La nécessité de retenir les trop rares élites constitue un autre facteur explicatif[4].

Des enquêtes comparatives Japon/République fédérale d'Allemagne font apparaître toutefois que la longévité du service dans la même entreprise n'est pas l'apanage du salarié japonais. Les cadres allemands enregistrent, notamment, de remarquables scores (graphique 6).

GRAPHIQUE 6

Comparaison des durées de service dans la même entreprise des salariés allemands et japonais

Secteur manufacturier, en % du total des salariés



Source: Ministry of Labour, Tokyo.

La notion d'« emploi à vie » a d'ailleurs été contestée de longue date par des économistes comme H. Shimada[18] ou H. Koyama, dans la mesure où un travailleur n'était maintenu que jusqu'à l'âge de 55 ou 60 ans dans une entreprise en dépit d'une vie active beaucoup plus longue. Ainsi en juin 1989, le taux d'activité des hommes âgés de 60 à 64 ans était d'environ 70 %, celui des 65-69 ans atteignait 54,5 %⁵.

5. Pour les femmes, les taux étaient respectivement de 60 % et de 29 %.

L'emploi à vie, remis en question par un nombre croissant des jeunes et même des patrons, représente souvent plus un idéal de gestion ou un principe qu'un fait réel. Réservé pour l'essentiel aux diplômés entrés dans les grandes entreprises, ce système constitue néanmoins la référence sur laquelle s'appuie un climat de confiance entre patron et employés, le gage que le licenciement ne sera que le dernier recours. A l'emploi à vie, s'est adjoint la pratique du salaire à l'ancienneté. Celle-ci correspond d'ailleurs à une logique de responsabilités croissantes, puisque le système retenu pour la sélection des cadres dirigeants consiste en une longue période de mise en compétition, contrairement à la solution du choix précoce sur le critère du niveau de diplôme, retenue dans la plupart des pays industriels.

Toutefois, la part des travailleurs non permanents progresse, notamment par le biais du temps partiel (en théorie moins de trente cinq heures ; en pratique, parfois plus). Le statut des travailleurs à temps partiel ne donne droit à aucun des avantages sociaux accordés aux travailleurs réguliers (primes, bonus, assurances, avancement à l'ancienneté...). Leur accès aux congés payés date légalement de l'année dernière. L'afflux des femmes sur le marché du travail est en grande partie responsable du succès croissant du temps partiel (8 millions de travailleurs) dont elles composent environ 75 % de l'effectif en 1988⁶.

A l'heure actuelle, les mécanismes d'embauche sur le marché extérieur sont encore peu élaborés et reposent avant tout sur les relations personnelles. A terme, les déplacements régionaux inhérents aux restructurations et la généralisation de la famille mono-nucléaire isolée, risquent de déstabiliser les réseaux de relations sociales et de mettre en péril certains équilibres du marché précaire de l'emploi. Le développement des « agences de personnel de mission » ou agences d'intérimaires, devrait faciliter l'embauche des hommes d'âge moyen ou mûr et des femmes qui souhaitent reprendre le travail après une période de cessation d'activité pour raison familiale[22].

En dépit de ces nouvelles tendances qui s'esquissent, la culture de l'emploi à vie reste bien ancrée.

La priorité à la formation

Lorsqu'une entreprise embauche les jeunes diplômés, en avril chaque année, pour un emploi permanent, elle est prête à investir dans ce qui sera son atout compétitif majeur : le capital humain. Par la formation, l'entreprise cherche non seulement à instaurer un esprit maison d'autant plus fort que les connaissances acquises par les travailleurs leur sont communes et sont souvent spécifiques à la firme, mais également à permettre à ses employés la meilleure adaptation possible aux changements.

6. Les travailleurs à temps partiel (manufacturiers + services) sont passés de 6,7 % des salariés en 1970 à 12 % en 1988.

Trois grandes catégories de formation sont dispensées dans les entreprises japonaises. Une formation continue sur le tas et deux formations annexes : une formation complémentaire qui consiste à s'initier à la maintenance des outils de production (ou à perfectionner des connaissances dans ce domaine) et une formation intermittente destinée à théoriser et à systématiser l'expérience acquise[8].

En 1980, si presque toutes les entreprises de plus de 1000 personnes (95 %) assuraient une formation aux jeunes diplômés nouvellement recrutés, ce n'était le cas que de 66 % de celles de moins de 100 employés. Concernant la formation au cours de la vie professionnelle, la proportion était respectivement de 92,3 % et de 42,9 % [9]. Par ailleurs, plus l'entreprise est importante, plus elle assure dans ses murs les cycles de formation.

L'accent particulier mis sur la formation au Japon commence à pleinement porter ses fruits à notre époque d'automatisation. En effet, l'observation montre que ce sont les tâches les plus simples et les plus répétitives dont sont déchargés les travailleurs par l'adoption de robots. Par contre, faire face à des situations imprévues, combiner différents types d'information devient de plus en plus fréquent. Sans une compréhension du fonctionnement physique et théorique de la machine, de nombreux blocages et des pertes de productivité peuvent se produire.

Les potentialités et les inquiétudes du futur

Les prévisions de vieillissement rapide de la population, l'augmentation du chômage des jeunes et la montée des déséquilibres régionaux sont autant de facteurs d'anxiété vis-à-vis de l'ajustement futur de l'offre et de la demande d'emploi, alors que l'environnement macro-économique s'annonce porteur.

Les prévisions optimistes à court et moyen terme

La progression très rapide de l'investissement privé non résidentiel (18 % en 1989 d'après la Banque du Japon) symbolise la bonne santé de l'économie japonaise en dépit d'un léger fléchissement de la demande des ménages⁷. Les prévisionnistes des instituts privés japonais avancent un chiffre de 5 % pour la croissance du PNB en 1989.

7. La consommation des ménages a diminué de 1 % sur la période avril-juin 1989 par rapport à l'année précédente.

A moyen terme, la projection réalisée par le CEPII et l'OFCE[1] fait apparaître un taux de croissance annuel de 3 % pour les pays de l'OCDE sur la période 1988-93. Ce résultat est certes faible par rapport au brillant résultat de l'année 1988, mais il n'est pas incompatible avec un rythme rapide de croissance de l'économie japonaise (4,5 % par an) ; le dynamisme des NPI d'Asie (6,6 % par an), compensant en partie l'atonie de l'économie américaine (2,2 % par an). Ce rythme relativement soutenu devrait permettre de prévenir la montée du chômage.

Dans l'hypothèse d'un environnement macro-économique mondial morose, il reste au Japon la possibilité de relancer sa demande intérieure au moyen de travaux publics, de mesures en faveur du logement ou d'incitations fiscales à la consommation. Cette possibilité s'est ouverte grâce à l'allègement du poids de la dette publique qui est passée de 43,9 % du PNB en 1987 à 43,5 % en 1988. Ce type de scénario conduirait néanmoins à des réajustements sectoriels de l'emploi. Le problème de l'inadaptation des qualifications offertes pourrait se poser.

Une industrie manufacturière à fort potentiel

Même au plus fort du choc yen, les entreprises japonaises ont cherché à maintenir à tout prix les dépenses de « recherche et développement » — clef de la compétitivité future sur les marchés étrangers et domestiques.

La stratégie japonaise de course à la valeur ajoutée suppose que les secteurs intégrant le plus de recherche dans leurs produits sont ceux qui connaîtront le développement le plus rapide. Le ratio de R et D est actuellement le plus fort en pharmacie et dans l'électronique et les télécommunications (tableau 3).

Les données du tableau 3 montrent que, pour l'essentiel, ce sont les secteurs manufacturiers à forte part de valeur ajoutée et de main-d'œuvre qui investissent le plus dans la recherche. Pour tirer des conclusions précises, il serait nécessaire de faire descendre l'analyse au niveau des catégories fines de produits ; toutefois, la constatation effectuée au niveau macro-sectoriel va dans le sens d'un avenir optimiste pour le marché de l'emploi japonais. Le spectre du « vide industriel » japonais semble bien lointain.

Un retard à combler dans les services

Comparativement aux autres grands pays industriels, le Japon accuse un retard dans les services. Cette situation est en train de changer sous l'effet des excédents financiers provenant des surplus commerciaux et du taux élevé d'épargne des ménages.

En effet, le nouveau rôle du Japon comme premier créancier mondial a accéléré le processus de déréglementation, donnant une formidable vigueur aux activités

TABLEAU 3

Evolution de l'effort de recherche, de la part de la valeur ajoutée et de l'emploi du secteur manufacturier

En %

	1986	1987		
	RD/ Ventes	RD/ Ventes	Valeur ajoutée	Emploi
Manufacturier	3,03	3,14	100	100
Alimentation	0,85	0,99	(8,0)	(9,9)
Textiles	1,23	1,42	(3,3)	(5,3)
Pulpe, papier	0,80	0,77	(2,9)	(2,6)
Edition	0,64	0,80	(5,6)	(4,9)
Chimie	4,31	4,53	(10,4)	(3,6)
— Chimie industrielle et fibres synthétiques	3,56	3,76		
— Huiles, peinture	3,42	3,85		
— Pharmacie	6,89	6,96		
— Autres	3,87	4,00		
Dérivés pétrole et charbon	0,62	0,64	(1,3)	(0,3)
Plastiques	2,09	2,16	(3,5)	(3,7)
Caoutchouc	2,92	3,25	(1,5)	(1,6)
Produits minéraux non métalliques	2,87	2,82	(4,7)	(4,2)
Sidérurgie	2,54	2,40	(5,1)	(3,2)
Métaux non ferreux	2,11	1,90	(1,8)	(1,5)
Produits métalliques	1,22	1,50	(6,5)	(7,2)
Machines mécaniques	2,77	2,99	(9,9)	(10,0)
Machines électriques	5,50	5,61	(16,5)	(17,1)
— Matériel de télécommunication et électronique	5,63	5,78		
— Autres	5,23	5,26		
Matériel de transport	3,21	3,22	(13,9)	(8,4)
— Véhicules automobiles	3,20	3,17		
— Autres	3,28	3,45		
Mécanique de précision	4,59	4,91	(4,5)	(2,3)
Autres	1,07	1,12		

Source : Management and Coordination Agency, *Report on the Survey of Research and Development, Census of Manufacture*, MITI, 1989.

bancaires, de gestion de titres et d'assurances. Celles-ci se développent aux plans domestique et international. La hausse du niveau de vie des ménages et la difficulté croissante d'investir dans un logement ont véritablement dopé la consommation de biens durables et semi-durables. L'activité du commerce, des organismes de crédit et de crédit-bail s'en ressent. Par ailleurs, les modes de vie changent sous la poussée du nombre croissant de femmes au travail : la demande d'activités de service se substituant aux tâches ménagères est en pleine croissance, notamment dans le domaine de la restauration. La diminution des heures de travail (2 111 heures par an actuellement, mais 1 800 heures prévues en 1992 par le 11^{ème} Plan), même si elle se

révèle plus lente que prévu, contribuera également à créer une puissante industrie de loisirs (54 milliards de yens en 1987, mais 107 milliards de yen estimés pour l'an 2000)⁸. Toutes ces activités généreront un nombre considérable d'emplois.

Les risques d'inadaptation de l'offre à la demande

En dépit de ces facteurs favorables, une situation de pénurie sectorielle ou régionale de travailleurs peut se développer parallèlement à une élévation du taux de chômage.

Actuellement, le chômage frappe le plus durement les catégories correspondant aux deux extrêmes des groupes d'âge japonais (en 1988, 8 % des 15-19 ans et 6,7 % des 60-64 ans). Cette tendance s'accroît depuis les années 70. Reflet d'une mauvaise adaptation des qualifications et peut être également d'un changement de mentalités face au travail chez les jeunes, d'une part, ainsi que d'un marché de l'emploi trop rigide pour les travailleurs âgés, d'autre part, ce déséquilibre mérite d'être souligné. A relativement brève échéance, le problème de la mise en place de centres de recyclage efficaces et accessibles à l'extérieur des entreprises va se poser.

Les disparités régionales constituent également un facteur d'inquiétude selon les spécialistes des problèmes d'emploi[19][21]. Entre la région du Nord-Kanto-Koshin et celle de Hokkaido, de forts écarts de taux de chômage sont enregistrés : 1,6 % dans la première et 3,7 % dans la seconde en 1988. Comparé à celui de l'année 1985, l'écart ne s'est que très légèrement resserré, en dépit d'un rythme d'activité nettement plus soutenu⁹. Les politiques régionales en faveur du développement industriel et de l'emploi devront être renforcées afin d'endiguer la congestion croissante de la région de Tokyo et de prévenir les effets négatifs qu'aurait une montée continue des prix des terrains.

Conclusion

Dans le courant de l'année 1986, un des instituts de prévision les plus prestigieux du Japon prophétisait l'apparition d'un taux de chômage de 5,5 % à l'horizon de 1995 (soit plus de trois millions de chômeurs)¹⁰ ; toutefois le Ministère du Travail a publié une étude cet été annonçant la possibilité d'un manque de main-d'œuvre de

8. *Tribune de l'Expansion*, 25 janvier 1989.

9. Région Nord Kanto-Koshin : Ibaraki, Tochigi, Gunma Yamanishi, Nagano. Région de Hokkaido : Hokkaido. Cité dans *Comprendre le marché du travail japonais*, T. Shirai, OCDE 1989.

10. Nomura Research Institute.

2 millions de personnes en l'an 2000 avec un rythme de croissance de 3 à 4 %. Entre les deux prévisions, trois années se sont écoulées au cours desquelles les services (notamment financiers) se sont développés, l'appareil productif s'est réorienté vers le marché domestique et le secteur manufacturier a trouvé de nouveaux créneaux grâce à une demande intérieure avide de biens d'équipement et de biens de consommation, alternativement et parfois même simultanément. Cependant, alors que des gains de productivité rapides auraient pu remettre en cause ces facteurs favorables, le taux de chômage régresse. Les politiques appliquées par le gouvernement et les entreprises dans le but de préserver et de valoriser le capital humain portent leurs fruits. Le marché de l'emploi nippon semble donc voué à la pénurie de main-d'œuvre si aucune mesure n'est prise ; délocaliser la production ou recourir plus largement à l'immigration pourraient constituer deux solutions envisageables. Néanmoins, ceci n'exclut pas une légère progression du chômage dans l'avenir, liée aux rapides changements technologiques dans un environnement de main-d'œuvre jeune plus rare.

Bibliographie

- [1] CEPII : « L'économie mondiale en 1993 », *La lettre du CEPII*, mai 1989.
- [2] Chalmers N. J. : *Industrial Relations in Japan*, Routledge, 1989.
- [3] Dore R.P., Taira K. : *Flexible Rigidities : Industrial Policies and Structural Adjustment in the Japanese Economy 1970-1980*, BIT Research Working paper, 1983.
- [4] Dore R.P. : Communication lors du colloque op. cité[16].
- [5] Douville E. : « L'emploi, un marché sous tensions », *Revue travail et emploi*, janvier 1987.
- [6] Fuji Bank : *Fuji Bank Bulletin*, juillet-août 1987.
- [7] Koike K. : *Understanding industrial relation in modern Japan*, Londres, Macmillan, 1988.
- [8] Koike K. : « La valorisation des ressources humaines au niveau de l'atelier dans le Japon d'aujourd'hui », communication présentée lors du colloque op. cité[16].
- [9] Ministry of Labour : *Enquête sur la formation professionnelle dans l'entreprise*, 1981.
- [10] Ministry of Labour : *Labour economic survey*, 1988.
- [11] Ministry of Labour : *Yearbook of Labour Statistics*, 1986, 1987.
- [12] Nakamura T. : *Labour in Japan*, Ministry of Labour, 1989.
- [13] OCDE : *Statistiques de la population active*, 1986, 1988, 1989.
- [14] OCDE : *Japon, Etudes économiques*, 1986.
- [15] OCDE : *Perspectives de l'emploi*, 1988.
- [16] OCDE : Colloque sur « l'emploi au Japon dans le contexte d'une économie et d'une société en mutation » ; contributions des orateurs, 30-31 octobre 1989.
- [17] Shimada H. : « Le marché du travail japonais après la crise pétrolière », *Keio Economic Studies*, vol. 14 n° 1 et 2, 1978.
- [18] Shimada H. : *Le système de l'emploi japonais*, Institut japonais du travail, 1981.
- [19] Shimada H. : « Adaptation structurelle de l'économie japonaise et du marché du travail », op. cité[16].
- [20] Shirai T. : *Contemporary Industrial Relations in Japan*, University of Wisconsin Press, 1983.
- [21] Shirai T. : « Comprendre les marchés du travail japonais », op. cité[16].
- [22] Takanashi A. : « A Challenge To Economic Progress : Changing Aspirations and Labour Market Problems », op. cité[16].
- [23] Yoshihara K. : *Japanese Economic Development*, Oxford University Press, 1985.